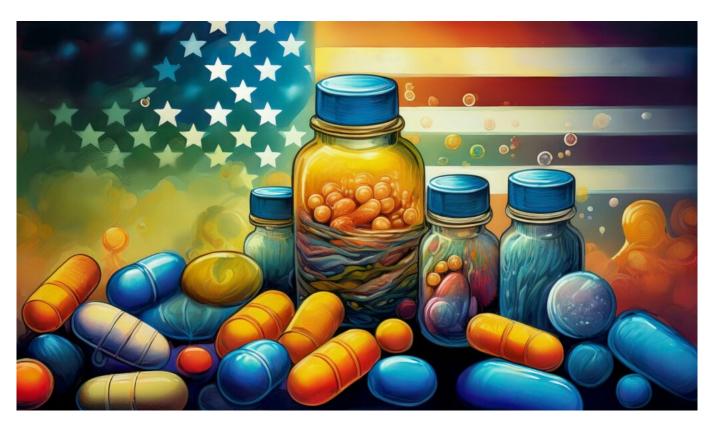


Le Doliprane donne le tournis



Le Doliprane, un des fleurons de l'industrie pharmaceutique française va passer sous pavillon US. Sanofi, le géant français du médicament va céder une participation majoritaire de 50 % au fond américain Clayton Dubilier & Rice (CD & R). Cette opération financière, la plus grosse acquisition par emprunt de l'année (8,65 milliards d'euros) a de quoi interroger. La finance sera-t-elle toujours plus forte que la santé? N'y a-t-il pas là un risque pour notre souveraineté sanitaire, déjà bien mise en mal?

« La finance sera-t-elle toujours plus forte que la santé ? »

Élaboré par le pharmacien français Henri Bottu au début des années 60, le Doliprane est le médicament le plus consommé en France. 400 millions de boites y sont vendues chaque année. Et la France ne pèse que pour 10 % dans l'activité d'Opella, la filiale de Sanofi qui produit le Doliprane aux côtés d'une quinzaine d'autres médicaments. Avec un CA de 5,2 milliards d'euros Opella est numéro 3 mondial des médicaments sans ordonnance. La société revendique de répondre aux besoins de plus d'un demi-milliard de patients-consommateurs dans le monde. En d'autres termes, il s'agit là d'une vraie pépite (au propre comme au figuré) qui ne pouvait que susciter la convoitise.

« Faire de la France la première nation européenne et souveraine en matière de santé »

Business is business. Sauf que là, le sujet est sensible. On a tous en mémoire les difficultés d'approvisionnement en paracétamol pendant la première crise du Covid en mars 2020. On pourra aussi se souvenir des déclarations du Président de la République, en 2021, qui avait fixé comme objectif de faire de la France la première nation européenne et souveraine en matière de santé (réunion du conseil stratégique des industries de santé 2021). En février 2024, pour lutter contre la pénurie de certains médicaments le gouvernement avait annoncé un nouveau train de mesures. Cette feuille de route qui engageait plusieurs ministères devait également permettre de renforcer la souveraineté de notre pays dans ce domaine. Tout cela semble bien peu de chose face à la puissance de la finance internationale.

Cette opération qui devait être à l'origine une cession de parts devient alors un accord tripartite

En réponse aux inquiétudes de l'opinion publique et d'une grande partie de la classe politique nationale, la <u>BPI (Banque Publique d'Investissements)</u> a été appelé à rescousse pour s'inviter au board de l'entreprise moyennant une prise de participation de 2 %. Histoire de pouvoir être associé aux devenirs de l'entreprise. Cette opération qui devait être à l'origine une cession de parts devient alors un accord tripartite où Opella s'engage à maintenir les sites de productions en France et à y investir en développement 70 M€, mais uniquement sur une période de 5 ans. Quid après ?

On appelle cela aussi la technique de la vache à lait

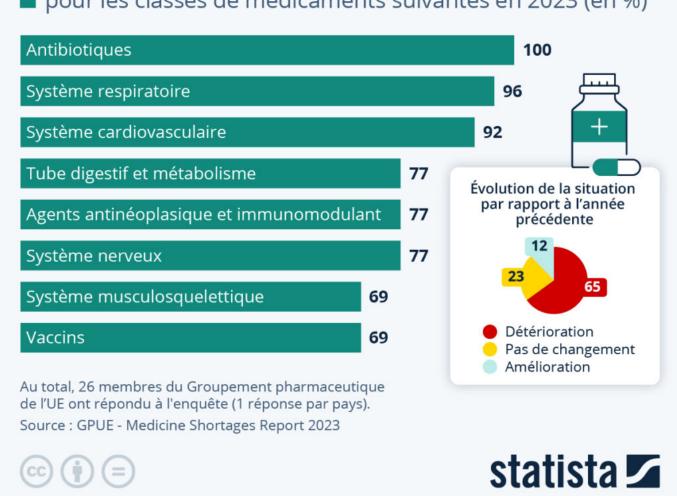
Cette opération financière, qualifiée par le quotidien Les Echos de « deal de l'année » pour les 22 banques d'affaires qui y sont associées, est réalisée sous forme de LBO (Leveraged buy-out – rachat avec effet de levier). Une technique de financement qui consiste à acheter une entreprise en l'endettant. Le remboursement de la dette se fait alors sur « l'optimisation de son activité » : augmentation de la productivité, des prix, la réduction de ses coûts... et tout cela sur pression des financiers. On appelle cela aussi la technique de la vache à lait. On est loin des considérations thérapeutiques du pharmacien du Calvados qui mis au point cet antalgique au début des années 60...



Les pénuries de médicaments s'aggravent en Europe

Les pénuries de médicaments s'aggravent en Europe

Part des pays de l'UE rapportant des pénuries pour les classes de médicaments suivantes en 2023 (en %)







De nombreux pharmaciens français sont en grève, ce jeudi 30 mai, à l'appel des deux principaux syndicats de la profession, la Fédération des pharmaciens d'officine et l'Union de syndicats de pharmaciens d'officine. Leurs revendications portent notamment sur l'augmentation des honoraires, sur la libéralisation de la <u>vente en ligne de produits pharmaceutiques</u>, mais aussi sur les pénuries de médicaments, qui deviennent de plus en plus critiques.

Publié en début d'année, un <u>rapport</u> du Groupement pharmaceutique de l'Union européenne (GPUE) alerte sur l'ampleur et l'aggravation des pénuries de médicaments en Europe. En 2023, les pénuries ont continué d'affecter les pharmacies de l'ensemble des pays européens, et la majorité de ces pays (65 %) ont rapporté une détérioration de la situation par rapport à l'année précédente. Comme le montre notre infographie, des pénuries d'<u>antibiotiques</u> ont été constatées dans la totalité des 26 pays enquêtés. En outre, presque tous ont également enregistré des pénuries de médicaments destinés au traitement des systèmes respiratoire (96 % des pays) et cardiovasculaire (92 %).

Dans un grand nombre de pays européens (42 %), la liste des médicaments faisant l'objet d'une pénurie dépassait les 500 au moment de la conduite de l'enquête en 2023. Concernant les effets de ces pénuries sur les populations, tous les représentants des pays enquêtés ont indiqué qu'elles provoquaient des désagréments, voire de la détresse chez les patients. Les conséquences les plus perçues étaient les interruptions de traitement (88 % des pays), la hausse des coûts en raison d'alternatives plus chères ou non remboursées (73 %), et un traitement sous-optimal avec une efficacité réduite (73 %). En France, l'étude rapporte que « dans plusieurs cas, les pharmaciens ont été victimes d'hostilité et d'agressions de la part de patients qui ne comprenaient pas pourquoi le médicament ne pouvait pas être fourni immédiatement ».

De Tristan Gaudiaut pour Statista